

**Jean-Claude ROQUEPLO :**

Agrégé d'Histoire et professeur ès Lettres, Professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne, Paris IV, de 1991 à 1998, aujourd'hui professeur émérite, Monsieur François-Georges DREYFUS a d'abord été, pendant 30 ans, maître de conférences puis professeur à l'Université de Strasbourg. Il y a dirigé successivement l'Institut d'études politiques, le Centre d'études germaniques – fondé initialement par le Commandement français en Allemagne – il est à ce titre cofondateur de la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, éditée par ce Centre depuis 1969 – et enfin il y a dirigé l'Institut des Hautes études européennes.

Le professeur DREYFUS est aussi professeur associé à la faculté de Théologie réformée d'Aix-en-Provence.

Il a consacré de nombreux ouvrages à l'histoire de l'Allemagne et aussi à celle des relations internationales, notamment autour des relations franco-germaniques et, de façon plus générale, à l'histoire de l'Europe. Il est actuellement, à la Sorbonne, directeur d'un séminaire consacré aux communautés religieuses en Europe.

Le Professeur DREYFUS a également publié d'importantes études, historiques et sociales, sur la vie religieuse et politique en France – telles que celles consacrées à la Résistance, au nationalisme et au patriotisme – et dirigé des travaux relatifs à ces questions.

Compte-tenu de notre sujet d'aujourd'hui, parmi toutes ces nombreuses et magistrales œuvres, je citerai tout spécialement, parmi les plus récents :

*Le Troisième Reich*, publié directement en Livre de poche en 1998, qui analyse les origines, les structures et les relations de l'État National-Socialiste et les situe dans une synthèse historique qui en fait apparaître toutes les dramatiques perspectives. On y note en particulier les tragiques points communs entre le National-Socialisme et le Bolchevisme quant à leur "athéisme". En effet, dites-vous : « *Effectivement, l'anti-christianisme est un des fondements des idéologies bolcheviques et nazies. Il n'est pas*

*question qu'une Église, quelle qu'elle soit, intervienne dans la vie de ces États, à la différence des fascismes développés dans les Pays catholiques (Italie, Espagne, Autriche de Dolfuss). Ceux-ci admettent le rôle tenu par l'Église romaine et ne prétendent donc pas à la vérité absolue ! »*

*L'engrenage*, en 2002, passionnante analyse de l'aveuglement qui préside aux relations internationales dans les 20 courtes années qui séparent la fin de la Grande Guerre de la Deuxième guerre mondiale et de l'isolement progressif de la France au cours de cette période capitale, qui nous ouvrent aussi des sujets de méditation sur les situations actuelles.

François-Georges DREYFUS prépare actuellement une édition en livre de poche de son histoire d'Allemagne.

Compte tenu des origines de notre Académie, fondée en 1922 par le futur Cardinal BAUDRILLART, nous sommes heureux d'accueillir aujourd'hui ce grand connaisseur de cette période cruciale de l'histoire politique, religieuse et sociale qui se situe entre "les deux grandes guerres civiles européennes" et de notre période actuelle.

J'ajoute enfin que c'est toujours une grande satisfaction de retrouver périodiquement, en alternance, sur "Radio-Courtoisie", votre Libre-journal du Dimanche à midi où vous avez longtemps voisiné avec notre Vice-présidente Isabelle MOURRAL.

Associée à votre Foi chrétienne, votre expertise d'historien et de politologue, tant dans le domaine des relations internationales et européennes que dans celui du rôle politique des forces religieuses et idéologiques et de leurs rapports avec la laïcité, vous désignaient tout naturellement, Monsieur le Professeur, pour nous aider aujourd'hui, dans le cadre de notre interrogation générale sur les risques d'un Monde sans Dieu, à juger des aspects spécifiques – ombres sans lumières – des perspectives de la place de Dieu dans l'Europe de demain et, si possible, à en tirer

des conclusions sur les voies et moyens nécessaires pour que cette place soit reconnue et respectée.

Il s'agit de porter notre regard sur la place (ou l'absence) de la religion dans la société politique européenne contemporaine et sur les moteurs moraux ou spirituels dans les rapports communautaires, en particulier entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, comme vous l'avez fait par exemple dans votre étude de l'isolement progressif de la France au cours de la période qui conduit de la victoire de 1918 à l'effondrement de 1940. Pour cela, il nous faut réfléchir – comme le Pape JEAN-PAUL II y invitait les participants au II<sup>e</sup> forum Alcide de Gasperi pour la démocratie, la paix et la coopération internationale, le 23 février dernier – à la « *sécularisation de l'Europe et à son*

*héritage chrétien* ». Devons-nous, à notre tour, proclamer, comme le faisait Mgr. Hyppolite SIMON dans *Le Monde* du 14 octobre 2000 : « *Peut-on nier l'héritage religieux de l'Europe ?* » car « *pourquoi et comment l'État de droit pourrait-il demander aux croyants de le respecter, si c'est lui qui commence par les ignorer et par mépriser ce qu'ils considèrent comme fondateur de leurs engagements civiques et sociaux ?* »

Face aux différences, aux attaques et aux menaces des fanatismes de tous bords, la Foi des Chrétiens ne doit-elle pas demeurer le ciment spirituel et culturel indispensable à l'Europe en devenir, pour éviter qu'elle ne se trouve entraînée, par l'oubli de ses valeurs, dans un nouvel et redoutable « *Engrenage* », selon le titre très pertinent de votre récent ouvrage ?

**François-Georges DREYFUS :**

Monsieur le Président, Mon Général, je voudrais d'abord vous remercier et remercier l'Académie d'Éducation et d'Études sociales de m'avoir invité, aujourd'hui, dans cette maison prestigieuse qui a été fondée par le Cardinal BAUDRILLART qui avait voulu cette Institution – pour reprendre ce qu'il dit dans ses *Carnets* – « pour favoriser la présence chrétienne dans le monde d'aujourd'hui » et j'ajouterai « pour lutter contre la laïcisation et la sécularisation de nos sociétés.

Ce qui était vrai en 1922 demeure d'actualité en 2002. Le refus de la France d'assumer l'héritage religieux, d'inscrire les sources judéo-chrétiennes comme fondement de l'Europe dans le projet de préambule de la future constitution de l'Union européenne en est la preuve la plus vivante.

Le sujet que vous me proposez de traiter en ce jour où débute la session du Conseil européen de Copenhague de décembre 2002, organisé par la Présidence danoise, est donc tout à fait d'actualité.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, vous me permettez deux observations.

La première c'est que je suis historien, politologue et point philosophe. Même si je m'intéresse au problème religieux, je ne suis point théologien non plus.

Je voudrais d'autre part spécifier que je ne suis pas catholique et non plus réformé, même si j'enseigne dans une faculté réformée mais que je suis luthérien, profondément luthérien c'est-à-dire un chrétien protestant qui, s'il ne reconnaît pas l'autorité du Saint-Père se veut profondément trinitarien, reconnaissant tout autant l'importance de la Sainte Vierge que des Saints qui, tout au long des siècles, « *contribuèrent*, comme dit M. LUTHER, à *l'édification du peuple chrétien* ».

Ceci dit, venons-en à notre sujet : « *La place de Dieu dans l'Europe de demain* ».

Je crois qu'il faut poser tout de suite cette question infiniment délicate, on vient de le voir par le débat national qui vient de se développer à propos de la Turquie: quelle est l'Europe ? quelles sont les frontières de l'Europe ? Depuis des siècles on estime que l'Oural, la Mer Noire, le Bosphore séparent l'Europe de l'Asie. Il faut bien reconnaître que c'est assez artificiel. C'est vrai géographiquement, mais l'Oural n'est en aucun cas une limite économique, politique ou culturelle. À l'est, comme à l'ouest de l'Oural c'est la Russie, les Tsars, ne l'oublions pas, ayant occupé la Sibérie jusqu'au Pacifique dès le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle et par conséquent la population sibérienne est russe, parle russe et appartient, du moins en théorie, à l'Orthodoxie. De ce point de vue « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural », c'est une belle formule qui n'a d'autre signification politique que celle qu'y mettait le Général DE GAULLE.

Alors, quelles limites assigner à l'Europe ? On peut, bien sûr, y inclure l'ensemble russe mais cela veut dire une Europe qui va de Brest à Vladivostok, le port russe qui est en face du Japon. On peut de la même manière exclure cet ensemble russe, placer la frontière sur le fleuve qui sépare la Pologne de la Russie. Mais il est difficile de trouver un élément constitutif de cet ensemble géographique. L'Europe, cela pourrait aussi être l'ensemble des États adhérant à l'Union ; l'ensemble des États adhérant au Conseil de l'Europe. Disons-le très clairement, tout cela n'est pas très sérieux puisque le Conseil de l'Europe va aujourd'hui jusqu'au Kazakhstan, ce qui est une vision un peu extraordinaire de l'Europe.

Il est vrai que cela rejoint un thème de discours dominical que l'on retrouve chez bon nombre de politiques en France comme ailleurs. « *L'Ukraine ou la Moldavie, c'est l'Europe* » disait-on récemment ! Monsieur MITTERRAND de la même manière avait affirmé que « *l'Algérie, c'est la France* ». Je pense que l'Europe c'est un ensemble qui se fonde sur une identité culturelle. Ce n'est pas seulement une union douanière ; ce n'est pas

seulement une zone de libre-échange ; une communauté économique ; l'Europe, c'est d'abord des peuples. Un peuple européen, des nations européennes qui partagent, ensemble, un certain nombre de valeurs communes. Et comme le disait le Pape Jean-Paul II : « *c'est la culture qui est la fondatrice d'un peuple* », de la même manière l'Europe c'est incontestablement un ensemble culturel fondé sur un patrimoine dont tous les Européens sont les héritiers, et auxquels incombe une mission. La vraie Europe c'est d'abord une communauté culturelle.

Cette communauté européenne est la résultante, le creuset de trois apports essentiels : l'héritage celtique, le legs gréco-romain et le judéo-christianisme.

L'héritage celtique, même si on le néglige trop souvent, c'est une évidence dans la mesure où le monde celtique s'étend, à la fin du III<sup>e</sup> siècle av. J.C., de la Transylvanie à la Grande-Bretagne, de la Zélande au sud du Portugal, laissant quelques places au nord aux Germains. Ceux-ci ne sont point, même si les nazis le prétendaient, à l'origine du monde indo-européen mais ils n'en sont qu'une branche, au même titre que les Slaves, les Italiens ou les Iraniens, même les Kurdes. Même si les Celtes de Gaule et plus tard ceux de Germanie occidentale sont romanisés par la conquête romaine. Ces Celtes, plus ou moins romanisés, de Germanie ne peuvent être négligés car ils apportent à la Gaule un héritage celto-germanique d'autant plus important que la conquête de la Gaule par CLOVIS et ses hommes à la fin du V<sup>e</sup> siècle est le fait de Francs, c'est-à-dire de Celtes germanisés. L'apport celto-germanique doit être d'autant moins négligé que la celtitude a joué un rôle essentiel dans la constitution des civilisations anglo-saxonnes, scandinaves, franques ou ibériques. Elle est encore vivante dans la toponymie de toute l'Europe occidentale et centrale.

Bien entendu, il y a aussi le legs gréco-romain. Cela paraît tellement évident que je me demande s'il faut s'y attarder. Pourtant je voudrais rappeler quelques éléments qui me paraissent essentiels. L'apport gréco-romain,

c'est d'abord un certain sens de la personne qui, développé par certains philosophes grecs, devient une réalité dans le cadre de l'Empire romain. Pensons à cet élément essentiel de la société gréco-romaine et de la société latine, à celui qui est *civis*, citoyen, qui a revêtu la toge virile. C'est une conception sûrement inégalitaire puisqu'il y a toujours des affranchis, des esclaves, mais par ailleurs fort égalitaire puisqu'il y a des citoyens romains dans l'Empire et depuis le début dans toutes les parties du monde romain. Après tout, ne l'oublions pas, SAUL, le futur apôtre Paul, est citoyen romain, à la différence d'ailleurs du Christ.

Ensuite, si le monde romain a su organiser la cité et la faire respecter, à l'exception d'ailleurs du Royaume-Uni, l'Europe tout entière fonde son système juridique sur le droit romain que l'on a longtemps enseigné dans nos Facultés.

Il faut aussi penser que la société romaine doit être organisée. Sans doute, dira-t-on, les structures administratives du monde romain n'ont rien à voir avec celles de nos sociétés contemporaines. Je crois que c'est une erreur car dans toutes les régions romaines qui ont été romanisées on retrouve souvent, dans la limite des circonscriptions intermédiaires, arrondissements en France, *Kreise* en Allemagne, comtés même en Grande-Bretagne les limites des *civitates* romaines.

Tout cela fait que nous devons au monde romain la conscience d'une société ordonnée. Et on lui doit une deuxième chose : l'idée de la séparation des pouvoirs. Les trois éléments essentiels de la vie publique dans la Rome républicaine, qui perdurera quand même ne sont-ils pas le Consul, les Prêteurs et le Sénat ? Plus qu'on ne le croit, plus qu'on ne le dit aujourd'hui, tous les Européens ont été imprégnés de pensée latine. L'Europe, c'est d'abord un monde latin et, ici, le rôle de l'Église catholique et ensuite des Églises issues, par des schismes, de l'Église romaine. L'Église protestante, les grands Réformateurs, ont tous été baptisés dans l'Église catholique, apostolique et romaine, même si, ensuite, ils

ont divergé. Je crois qu'on ne peut pas l'oublier.

Cette Europe, façonnée par le judéo-christianisme, est une Europe latine et judéo-chrétienne. En fait, toute notre éthique et c'est ce que rappelait tout récemment le Cardinal LUSTIGER dans *La Promesse*, repose à la fois sur la Torah et sur les Évangiles. À la Torah, nous devons une série de règles fondamentales, à commencer par le "Décatalogue". Nous oublions peut-être un peu trop souvent que ce que l'on appelle la morale puérile et honnête vient tout droit des Écritures. À la limite, on pourrait rappeler qu'un certain nombre de textes, sur l'avortement ou sur l'homosexualité, ont été envisagés par la Torah, pour les condamner ; or ces instructions juives n'ont point été abolies par Jésus, il est venu « *pour accomplir et non pour abolir* ».

Mais la marque judéo-chrétienne va beaucoup plus loin. Elle va beaucoup plus loin parce que l'on appelle dans le monde laïc "les droits de l'homme" : on oublie toujours que les fondements même des droits de l'homme sont d'origine chrétienne. Je dis bien "chrétienne" parce que, si la liberté du peuple de Dieu peut se fonder sur une formule de la *Genèse* où nous sommes « *faits à l'image comme à la ressemblance de Dieu* », ces hommes, enfants du Dieu vivant, libérés par le sacrifice du Christ, sont égaux entre eux. Il n'y a « *ni juif, ni grec, ni maître, ni serviteur* » disait l'apôtre Paul.

Enfin, ils doivent pratiquer la fraternité : « *Tu aimeras ton prochain comme toi-même* » et, au-delà de tous ces commandements, la marque chrétienne va beaucoup plus loin. Car c'est autour de l'Église, autour du Pape, les évêques et les clercs que s'est uni le peuple de Dieu et pendant quinze siècles c'est cette Église autour du Pape et des évêques qui a uni les hommes en Europe, au-delà des divergences nationales ou seigneuriales. La Réforme que l'on n'a su ni prévoir, ni canaliser, va « casser » cette unité de la chrétienté. Mais sans doute l'Église luthérienne, l'Église anglicane n'oublieront jamais, ne serait-ce que dans leur liturgie, on

l'oublie un peu trop souvent, les liens qui les unissent à la chrétienté latine. Il est vrai toutefois que la cassure existe. À partir de 1530-1550 quand les excès des nombreuses Églises issues de la Réforme luthérienne, zwingliens, calvinistes, anabaptistes, plus tard méthodistes et baptistes, ne faciliteront pas cette prise de conscience. Pourtant ayons conscience que l'Europe n'existe, comme le rappelait mon collègue BRAGUE, que « *là où se dressent chapelle romane, cathédrale gothique, église baroque* ». Il n'y a d'Europe que dans ces conditions et on pourrait presque dire que la carte de l'Europe cistercienne du XIII<sup>e</sup> siècle est une très bonne introduction à une certaine vision de l'Europe.

Mais c'est vrai, nous le reconnaissons volontiers, qu'à nos yeux, cela exclut de l'Europe, telle que nous la concevons ceux qui récusent cette latinité, en d'autres termes les orthodoxes en général : Russes, Grecs, Serbes, Bulgares, Ukrainiens et naturellement tous les États dont les traditions culturelles sont étrangères au judéo-christianisme.

Il est vrai aussi que cette Europe latine propose depuis des siècles des valeurs pour la vie quotidienne, pour la vie pratique, dont les implications pour le monde socio-économique ou même politique ne sont pas négligeables. Et ces valeurs qui s'enracinent dans la chrétienté latine sont essentielles. C'est, par exemple, la volonté en face du fatalisme des Églises orthodoxes, la reconnaissance de la valeur sacrée du travail, la ponctualité (pensons aux règles des ordres monastiques) le respect de l'épargne, le sens de la responsabilité... Et la conjonction de ces valeurs va permettre, à partir du XII<sup>e</sup> siècle, aux peuples européens d'Occident de s'approprier puis de développer des techniques venues d'ailleurs qui vont assurer pendant des siècles la supériorité technologique mais aussi politique et la puissance internationale de l'Europe. Cela nous amène à parler de la vocation de l'Europe.

Cette Europe latine a une vocation essentielle. Elle est le moteur de cette révolution scientifique et culturelle qui débute à partir du

XII<sup>e</sup> siècle avec le décollage économique de l'Europe, favorisé par les Croisades, la poussée démographique, l'extension des cultures, le commerce international. Ce sont ces valeurs que l'Europe va développer et qui contribuent à expliquer sa vocation universelle.

À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, avec les Grandes Découvertes, navigateurs, explorateurs et missionnaires européens étendent le champ de l'Europe. Les colonisations française, portugaise, espagnole, britannique et néerlandaise contribuent à élargir le champ de la vocation européenne. Certes, un certain nombre d'entre elles, détournées de leur sens premier, ont plus ou moins échoué. D'autres, au contraire, sont des succès dont nous devons être fiers, comme le rappelait d'ailleurs très justement hier Monsieur PONCELET, Président du Sénat, au cours d'une réception sur les relations entre l'armée et la société civile. Car les colonisations ont permis de renforcer la reconnaissance de la dignité et de la valeur de l'homme par toute une série d'autres civilisations qui, généralement, la niaient. Elle a favorisé aussi le développement, plus ou moins égal, mais pourtant incontestable des communautés humaines. Prenons un seul exemple : sans colonisation, l'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle débutant serait encore très largement au temps de l'âge du fer.

Les limites de cet universalisme ce sont les guerres civiles européennes et je n'insisterai pas. Des guerres de religion aux deux guerres mondiales, de la guerre de Cent ans à 1945, l'Europe ne cesse de connaître des conflits.

Il y a aussi les dérives et, en particulier, les dérives de la Révolution française ; le mythe de la nation qui, d'une entité nécessaire, s'est dévoyé en un nationalisme qui dès 1792 tourne dans notre pays et pendant longtemps à l'impérialisme nationaliste et à la déification de la Nation.

Or, en même temps nous voyons se développer, autre conséquence de la Révolution française, la dérive de la Démocratie qui sera parfois tentée de devenir

une démocratie totalitaire fondée sur la terreur qu'a longuement étudiée mon collègue israélien TALMON.

Cette dérive totalitaire va entraîner effectivement l'apparition de régimes totalitaires. L'influence de la Révolution, et particulièrement de la Terreur, s'exerce sur Marx puis sur Lénine. Lénine en particulier qui prend la terreur comme modèle pour instituer la dictature du prolétariat. Le socialisme marxiste est un socialisme totalitaire totalement contraire aux socialismes humanistes que développait par exemple PROUDHON. Ce socialisme totalitaire, envisagé par MARX théorisé par un Français qui s'appelle Georges SOREL avec ses *Réflexions sur la violence*, est à la source non seulement du totalitarisme bolchevique, mais aussi, comme le rappelait tout à l'heure Monsieur le Contrôleur Général ROQUEPLO, du totalitarisme national-socialiste.

Cette vocation de l'Europe est aujourd'hui menacée. Elle est menacée d'une part par le marxisme-léniniste. Vous me direz : le marxisme n'existe plus. Eh bien si : il n'est pas mort ! Il faut que nous en soyons conscients. Il est même d'autant plus dangereux que, s'il n'est plus militaire comme ce fut le cas jusqu'à l'implosion du système soviétique, il demeure fort car il s'est insinué dans la pensée occidentale, très particulièrement en Europe et même dans certains éléments de la pensée chrétienne. De surcroît il a perturbé dramatiquement les systèmes économiques au point que l'URSS était encore en 1990 un pays à peine développé, son produit intérieur brut par habitant étant à peine le tiers de celui de l'Europe occidentale !

Tout ceci a contribué au sous-développement accéléré de l'ensemble du Tiers-Monde. Pensons à la Corée du Nord, pensons même à certains États arabes, au Viêt-Nam, à l'Amérique latine, à l'Afrique noire.

Puis, naturellement, il y a la menace que représente l'Islamisme qu'aggrave le caractère souvent peu tolérant et anti-

humanisme de l'islam ; un islam qui, de toutes façons, récuse la distinction entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel ; qui récuse la fraternité des hommes et qui, même d'une manière plus modérée que les islamistes, admet la « djihad » et ne la condamne jamais.

Mais surtout, la plus grande menace c'est la menace matérialiste venue de l'enrichissement de l'Occident, venant donc de l'Occident lui-même qui secrète tout une série de doctrines destructrices. La volonté de développer une société plus juste et plus libre a débouché sur des utopies égalitaristes mais aussi sur des utopies totalitaires qui sont devenues d'ailleurs autre chose que des utopies.

L'amour de la paix a souvent favorisé toutes les abdications et on l'a bien vu en France entre les deux guerres. La tolérance qui conduit à tolérer l'intolérable, la recherche du bonheur initie souvent un hédonisme de bas étage. La volonté de rendre justice à autrui nous amène à nous déprécier, à exalter sans mesure les vertus, souvent imaginaires, du bon sauvage, du Tiers-Monde ou du barbare rénovateur.

Mais peut-être la toxine la plus grave est-elle le refus de l'enfant car elle est porteuse de toutes les autres toxines qui conduisent évidemment à enlever à l'Europe tout une série de vocations, qui contribue à enlever à l'Europe le devoir qu'elle pourrait et la place qu'elle devrait remplir.

Alors on comprend la situation d'une Europe qui, de plus en plus, face au Seigneur a oublié le poids du spirituel vrai auquel on substitue une pseudo spiritualité de pacotille et je pense aussi bien aux sectes qu'aux astrologues de toutes sortes qui se multiplient à une vitesse considérable. Au cours d'un séminaire à la faculté de théologie réformée d'Aix-en-Provence, il y a maintenant quatre ans, nous nous sommes penchés mes étudiants et moi, sur le problème des sectes, sur le nombre d'astrologues et autres groupes de ce genre, en nous fondant uniquement sur les pages jaunes des départements du Var, du Vaucluse

et des Bouches-du-Rhône. Entre 1980 et 1995 leur nombre avait été multiplié par plus de vingt. Donc ils sont présents ! Il suffit de constater qu'au moment des examens, il y a de jeunes Africains qui vous distribuent des petits papiers vous expliquant que tel mage sénégalais, soudanais ou autre, vous annoncera le sujet qui sortira le jour de l'examen. À l'un d'entre eux j'ai dit : « *Vous êtes très fort, parce que, moi, je ne le sais pas encore !* »

Si l'on écoute les sociologues et les théologiens, cette crise de la spiritualité, cette crise que connaissent nos Églises, c'est la faute à la société, c'est la faute à l'industrialisation, c'est la faute à l'urbanisation. Je veux bien, mais je me tourne vers un autre ensemble chrétien, occidental, que sont les États-Unis. Ils sont au moins aussi riches que nous, l'urbanisation, l'industrialisation sont encore plus développées qu'en Europe. Or, qu'est-ce que je constate ? 95 % des Américains dans tous les sondages depuis vingt ans se disent religieux et déclarent qu'ils croient en Dieu. Plus de 90 % des Chrétiens croient à la Sainte Trinité et la résurrection des corps. En Europe 65 % de la population se dit religieuse ; 20 % se dit appartenir à un ensemble non religieux et 10 % se déclare athée ou agnostique, les autres refusant de répondre. Les Américains pratiquent dans une proportion considérable, de l'ordre de 70 % ; l'Europe, 28 %. Et ici, il y a des chiffres auxquels on pourrait réfléchir quand on compare le nombre de ceux qui croient en Dieu et ceux qui vont régulièrement à un service religieux. Dans un pays comme la France, seulement 50 % des Français déclarent croire en Dieu. 50 %, ce n'est pas beaucoup. 16 % déclarent assister régulièrement à un service religieux. Dans les pays protestants, c'est encore pis : 4 % de pratique religieuse au Danemark, à peine 24 % dans le Royaume-Uni. Dans des pays mixtes, la pratique religieuse reste relativement importante en milieu catholique, elle est plus importante qu'en France en tout cas, aussi bien en Allemagne qu'aux Pays-Bas, alors que la pratique protestante est presque aussi faible qu'en Scandinavie.

Soyons honnêtes, cette crise s'est développée après 1965 sous le double effet d'un élément politique et d'un élément religieux. Un événement politique, c'est la guerre du Viêt-Nam et le développement des mouvements contestataires aux États-Unis. Mais sur le plan religieux – et je me sens très libre pour le dire, je ne suis pas Catholique – le Concile de Vatican II dont les décrets sont tout à fait remarquables et qui ne me gênent en aucune manière, va jeter un tel trouble dans le monde catholique qu'il ne s'en remettra que difficilement.

En fait, en Europe occidentale, la crise de 68 a été infiniment plus profonde qu'on ne croit. Les Églises, catholiques ou protestantes, ont suivi le mouvement. Croyant montrer de la compassion, elles ont montré plus que de la complaisance pour les grands thèmes à la mode : la philosophie athée marxiste ou même structuraliste. L'émancipation individuelle, s'engageant dans ce que mon collègue GUSDORFF appelait "le misérabilisme populiste", le Planning familial, l'avortement, le soutien à l'homosexualité, le combat pour le communautarisme et il suffit de lire le récent ouvrage de Madame TOUPIN-GUILLOT sur le Centre Catholique des Intellectuels Français pour comprendre comment l'intelligentsia chrétienne, catholique ou protestante, a pu dériver ainsi.

La situation est totalement différente aux États-Unis. En Europe, les Églises soutiennent ces dérives. Pensons aux réactions hostiles de certains catholiques, parmi les plus huppés, à l'Encyclique *Humanae Vitae* de Paul VI, aux attaques venimeuses à l'encontre de Jean-Paul II ; pensons à un certain nombre d'évêques ou de prêtres... J'ai de mauvaises lectures, alors je lis GOLIAS et je regarde le *Trombinoscope des évêques*. Qu'est-ce que je constate ? Plus un évêque est proche du Pape, moins il a de mitre ; on lui met même parfois un bonnet d'âne ! Soyons conscients aujourd'hui que, dans le *Trombinoscope*, vingt-huit évêques ont au moins deux mitres, ce qui veut dire qu'au fond ils ne sont pas très favorables à ce que pense le Pape. Il y en avait davantage, c'est vrai, quand j'ai écrit

*Les évêques contre le Pape* (1985) car peu à peu, avec les nominations de Jean-Paul II les choses s'arrangent un peu. Mais, 30 % de l'épiscopat reste incertain : à la limite, permettez-moi de dire qu'en récusant le Souverain Pontife, ils se « protestantisent » !

Quand on sait que GOLIAS entretient des relations étroites avec le réseau Voltaire, on comprend l'impact de ces dérives. Et on les retrouve, soyons honnêtes, en Belgique, en Allemagne, pour parler des pays que nous connaissons. Reconnaissons d'ailleurs qu'il y a un progrès. En 1988, dans sa thèse en Sciences politiques, Madame VASSORT-ROUSSET (*Des évêques en politique*) notait que la moitié des évêques français avaient une vision marxiste de la société et de l'économie. Sa thèse a été publiée dans les "*Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques*". Or aux États-Unis, dès 1969, si les grandes Églises, je veux dire les Épiscopaliens, les Presbytériens connaissent les mêmes dérives que nos grandes Églises françaises, les Églises baptistes, elles, ont parfaitement compris que, dans ces conditions, il fallait revenir à la grande tradition chrétienne. Luthériens et Baptistes ont compris qu'il fallait maintenir le message traditionnel et récuser les grandes déclarations ecclésiastiques sur la « *fausse présence au monde* » comme disait déjà en 1971 le philosophe et historien Jacques ELLUL. Dean Mc KELLEY avait dès 1972 souligné ces évolutions divergentes à l'intérieur du protestantisme américain. D'une part ceux qui vont être de plus en plus fidèles et qui vont fonder les chaînes de la télé-évangélisation et au contraire, ceux qui sont de moins en moins fidèles : ces églises connaissent des pertes considérables de fidèles. Les télé-évangélistes rassemblent sur le câble près de 30 % des téléspectateurs américains. Ce thème frappe tellement un certain nombre de chercheurs que la revue "*The Economist*", le 5 avril 1980 prédisait, six mois à l'avance, contre tout le monde, la victoire du Président REAGAN et du conservatisme américain.

Pourquoi croire en Dieu dans une société où nombre d'hommes d'Église, prêtres ou pasteurs, critiquent les valeurs traditionnelles,

la famille, par exemple, estiment qu'on peut bénir des couples homosexuels, s'attaquent systématiquement à certaines mesures sur la protection des identités culturelles et à tout moment ne cessent de se repentir ?



Quelle place aura alors Dieu dans l'Europe de demain ? On peut sérieusement se demander quelle importance les Européens accorderont, demain, au Seigneur. Pendant des siècles, dans l'Europe judéo-chrétienne, Dieu a été présent en raison du poids du clergé, du poids de la tradition, confortés par la famille et renforcés aussi par l'enseignement et pour les Chrétiens par l'évangélisation. Les colonnes de missions, les croix de missions qui se trouvent dans tout le territoire de l'Europe occidentale, en France, en Allemagne, en Belgique ou en Espagne est très caractéristique de cette politique de ré-évangélisation au XIX<sup>e</sup> siècle, poursuivant ainsi l'action entreprise depuis un millénaire par les Ordres religieux.

Mais l'enseignement religieux, catholique ou protestant, a quasiment disparu. De même a disparu le prosélytisme et le mot, si l'on en croit un évêque auxiliaire de Paris, est banni. L'évangélisation, comme l'enseignement religieux est mis de côté dans l'enseignement dit religieux. La plupart des établissements d'enseignement privés se gardent bien de pousser leurs élèves à pratiquer ou même simplement à s'instruire. On rappelait l'autre jour devant le Cardinal POUPARD, que dans une école religieuse du diocèse de Marseille, une Bonne Sœur préférait étudier le Coran plutôt que la Bible. Dans l'Alsace concordataire où l'enseignement religieux est obligatoire on fait bien d'autres choses. On parle essentiellement du sous-développement et du Tiers-Monde. Parler en maîtrise de Sciences politiques du « chemin de Damas » laisse les étudiants songeurs. « Mais enfin qu'est-ce que le chemin de Damas vient faire dans un enseignement de sciences politique, où l'on vous entretient de l'itinéraire d'un homme politique ? » Ils ne savent pas. Ils ne comprennent pas.

Il est bien évident que l'enseignement privé existe mais il est essentiellement lié au fait de ne pas être tenu par la carte scolaire pour lui. Au nom d'une fausse vision de la liberté religieuse on se garde, aussi bien chez les catholiques que chez les protestants, d'en profiter. C'est la grande différence avec la période d'avant 1950. Je pourrais presque opposer à cette inertie de l'enseignement chrétien l'essor des écoles juives qui entraîne une re-judaïsation de juifs ashkénazes dont les familles, vers 1960, étaient totalement dé-judaïsées.

Enseigner aujourd'hui, cela passe par l'école et par les médias. Or la situation des médias chrétiens est plus que décevante dans tous les pays de l'Union européenne, du côté protestant comme du côté catholique. Si je regarde la France protestante, elle a un hebdomadaire qui tire péniblement 20 000 exemplaires et nous sommes très loin de ce que représente "Tribune juive" ou "L'Arche" du côté juif. La place médiatique des 800 000 Protestants est infiniment plus faible que la présence médiatique d'une communauté israélite qui n'a que 600 000 membres. Bien plus, les auditeurs juifs à Paris disposent d'une fréquence à plein temps, que se partagent quatre émetteurs, alors que pour les deux grandes dénominations chrétienne à Paris, Radio Notre-Dame et Fréquence protestante se partagent la même fréquence.

Le monde catholique comprend certes de grands groupes de presse : Bayard, contrôlé par les Assomptionnistes, Malesherbes contrôlé par *Le Monde*, et le groupe Médias. Mais on peut se demander si le second de ces groupes est conscient de défendre ou même de propager le catholicisme. Après tout il y a quelques jours, le Père BANDELIER s'en prenait à "*Prions en Église*" pour avoir publié « deux pages scandaleuses sur le Christ ». Dans des termes, il est vrai peu ecclésiastiques, ce Père poursuivait : « *j'en ai vraiment marre de voir auteurs catho et publications catho démolir la Foi et impunément* ». Dès lors, quel christianisme survivra, dans vingt ans, si l'on adopte les positions de "*Prions en Église*" ou si on

accepte sans réserve les émissions religieuses d'Arte ? Seul le groupe Médias défend solidement les milieux chrétiens, les idées chrétiennes et les valeurs chrétiennes, mais, nous le savons tous, il est très minoritaire. On peut d'ailleurs se demander si la multiplicité de publications réellement catholiques n'entraîne pas une dispersion dangereuse alors que le nombre de lecteurs est relativement faible. De surcroît il ne touche que des personnes déjà convaincues. Mieux vaudrait certainement un hebdomadaire de type "News magazine" d'inspiration réellement chrétienne et ouvert à un large public. Ce devait être le rôle de "La vie catholique" mais "La Vie catholique" qui ne s'appelle plus catholique, ne joue pas du tout ce rôle. Or "L'évènement du jeudi" d'abord, puis "Marianne", en ce moment, montrent qu'avec un minimum de fonds on peut sortir un hebdomadaire tirant à plus de 100 000 exemplaires. Sans doute cela demanderait des moyens mais, si on les cherchait, on pourrait les trouver, peut-être même en se posant des tas de questions sur le rôle et l'impact réels que peut avoir la chaîne télévisée KTO. Il est vrai que la base de lecteurs potentiels est faible ; mais une revue bien faite pourrait attirer des lecteurs extérieurs au catholicisme traditionnel.

Où est l'élite catholique française ? Renaissance dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup>, entraînant derrière elle une masse non négligeable, car tous les historiens soulignent la renaissance de la pratique religieuse entre 1880 et 1910, elle va être décimée par la condamnation de "L'Action française" en 1926. Il suffit, aujourd'hui, de parcourir sérieusement le *Bottin mondain* ou le *Who's Who*, en essayant de regarder les noms des familles les plus catholiques ou les plus protestantes et l'on voit combien elles ont pu être touchées par l'air du temps. Le taux de divorcés y est quasiment analogue à celui des milieux non-chrétiens. Tout cela souligne combien ont été particulièrement grandes en France les conséquences du recul de la pratique religieuse, le recul de l'impact religieux qui n'est pas dû seulement au laïcisme, parce que, que je sache, on a été plus laïciste vers 1950 qu'on ne l'est en 2002.

Bien sûr, le rôle et l'image du Pape Jean-Paul ont freiné, même chez les protestants, certaines évolutions et ont favorisé l'émergence de mouvements nouveaux, tels les mouvements charismatiques, très fortement marqués par le pentecôtisme issu du baptême américain. Les congrégations charismatiques, catholiques ou protestantes, attachent, on le sait, une grande importance à l'effusion de l'Esprit-Saint. Les fidèles, profondément marqués par le baptême du saint-Esprit, sont des Chrétiens d'un grand dynamisme, proches souvent des piétistes mais ils sont souvent méfiants devant l'intellectualisme. Ils sont à la pointe de la nouvelle évangélisation. Ils sont à l'origine des succès prodigieux des JMJ lancés par Jean-Paul II depuis une décennie.

Cette évolution du comportement des jeunes Chrétiens est évidemment une source d'optimisme. Mais il ne faut pas se leurrer. Nous ne devons pas béatement, comme le font trop de prêtres ou de pasteurs, croire que le Christ est toujours là pour éviter, réparer nos erreurs, nos bêtises, nos errements. Nous ne devons pas négliger l'impact de l'esprit de 68 qui n'est pas laxisme, refus de l'autorité mais qui est peut-être bien davantage, comme vient de le rappeler Luc FERRY, le refus de l'héritage et de la tradition religieuse. Dans la bouche du ministre de l'Éducation nationale, permettez-moi de dire que cela a un certain poids. Or cette mise en avant de la modernité, comme jadis le scientisme, et le positivisme a un impact d'autant plus grand que les Églises européennes, en France, en Europe de l'Est, en Europe du Nord, sauf sans doute en Pologne, en ont fait contre le Saint-Siège leur quasi règle d'or.

Dès lors : quel avenir pour Dieu dans l'Europe de demain ? Disons-le clairement, l'avenir paraît sombre. Pour que Dieu retrouve sa place dans l'Europe de demain, il faut d'abord prier, mais il faut aussi que nos Églises se rechristianisent.

Il y a maintenant quinze ans, lorsque Monsieur SITRUK est devenu Grand Rabbín de France, il a carrément annoncé qu'il

voulait re-judaïser les Israélites en France. Je n'ai jamais entendu une formule de ce genre dans la bouche des Présidents de la Conférence épiscopale ou des Présidents de la Fondation protestante de France, bien que je l'aie suggéré à ces derniers dans un des articles de "Réforme". Oui, au-delà des grâces que le Seigneur voudra bien nous accorder, il faut que nos Églises réfléchissent à des problèmes qu'elles n'abordent guère et qu'elles n'envisagent guère. Il y a d'abord la restructuration géographique de nos communautés dans un pays où le monde rural, au sens le plus large du terme, ne représente qu'à peine le quart de la population française, la répartition des prêtres et des pasteurs est telle que le monde urbain ou suburbain est largement sous-encadré, le monde rural sur-encadré. Je prendrai un exemple que je connais bien, le diocèse de Strasbourg : sur les mille prêtres dont il dispose, il n'y en a pas cinq cents dans les ensembles urbains qui représentent les 2/3 de la population alsacienne mais il y en a cinq cents pour les petites paroisses. Ce qui pose un problème de restructuration en attendant que l'on ait suffisamment de vocations.

Mais il y a aussi une nécessaire remise en cause de notre vision de la société. Même si la pauvreté doit demeurer un objet de préoccupation, elle ne doit pas devenir le seul centre de réflexion. N'oublions pas que près des quatre cinquième des Français, appartiennent aux classes moyennes ou supérieures<sup>1</sup>. Or depuis des décennies ces classes moyennes ont été abandonnées. On s'est bien gardé de tenir compte de leurs aspirations. Le discours de nos Églises est un discours systématiquement paupériste qui entraîne chez les fidèles qui appartiennent aux classes moyennes une réaction analogue à celle que l'on a rencontrée, le 21 avril dernier, sur le plan politique. Il n'y a pas de choc, bien sûr, on s'en va sur la pointe des pieds. On se

---

<sup>1</sup> En gros, sur 100 français, il a, selon l'INSEE, environ 10 % de personnes riches, 25 % de personnes ayant des revenus convenables, 35 % disposant de revenus modérés, autour du SMIG et 15 % ayant des revenus inférieurs au SMIG. personnes autour du SMIG et 15 % ayant des revenus inférieurs au SMIG.

laisse alors guider par les idéologues et par les intellectuels, témoin l'enquête de la Fédération protestante de France qui invite toute les paroisses réformées ou luthériennes à réfléchir à partir d'un dossier élaboré par des intellectuels parisiens, pendant l'année 2003, sur l'homosexualité. Comme s'il n'y avait pas de problème plus urgent à envisager, par exemple, la place et le rôle de la famille dans notre société d'aujourd'hui et dans celle de demain.

On pourrait ajouter une réflexion que m'inspire une réunion récente entre catholiques et protestants. Il y avait là une dizaine de prêtres et trois pasteurs, deux pasteurs luthériens qui étaient en col romain ; les prêtres et le pasteur réformé étaient en civil, ce qui est parfaitement compréhensible pour le pasteur, plus délicat pour les prêtres qui, au nom de l'égalité, veulent donner l'impression de refuser le caractère sacerdotal de leur formation. Notons d'ailleurs que les rapports parlementaires sur les sectes soulignent l'importance attachée par celles-ci aux vêtements et à la présentation des démarcheurs des principales sectes : blazer et pantalon gris, chaussures noires chez les scientologues et chez les Témoins de Jéhovah. Évidemment nous sommes loin du col roulé de nos trop nombreux curés, même quelquefois, il faut bien le dire, d'évêques.

Il faut renouveler la réflexion idéologique. Les prêtres entre 1945 et 1978 ont été formés dans un monde clérical dominé par une pensée para-marxiste. En 1985, on pouvait constater que près des deux tiers des prêtres et des pasteurs votaient à gauche alors que leurs fidèles votaient massivement à droite. Ceci se retrouvera en 1988, en 1993, en 1995, en 1997 et en 2002. Le discours clérical est aujourd'hui plus proche de la gauche que de celui de la droite. Et ce n'est pas propre à la France. Vous retrouvez cela de la même manière en République fédérale, plus encore peut-être, en Belgique et chez les pasteurs des Pays-Bas. Ce qui fait qu'aujourd'hui les évangéliques aux Pays-Bas ont constitué un parti considéré comme quasiment fascisant parce qu'il est traditionaliste et on n'hésite pas à l'appeler dans *Le Monde* "parti

intégriste”. Je ne sais pas ce que veut dire un parti réformé intégriste, enfin, ça existe. On assiste au même phénomène dans le Canton de Vaud, en Suisse. Il suffit aujourd’hui de lire une bonne partie de la presse en passant par *La Croix*, *La Vie* ou de voir de grandes émissions chrétiennes de télévision, celle du dimanche matin en particulier, pour constater de telles déviances.

Dès lors il ne faut pas s’étonner du nombre de départs, avec toutes les conséquences humaines bien sûr, mais aussi financières et naturellement plus encore spirituelles que cela implique. Ne nous étonnons pas de la montée des sectes. Elles se substituent à nos Églises et remplissent des fonctions que nos Églises ont négligées ou plus gravement oubliées. D’ailleurs nous devrions réfléchir aux méthodes des sectes les plus importantes, donc les plus dangereuses. Elles ont pignon sur rue ; elles ont des permanences ; elles ont des réunions annoncées par voie d’affiches, de publicités quand elle n’organisent pas des séminaires de recyclage ou de formation permanente de cadres et cela est fort rémunérateur. Nous, nous faisons cela dans nos couvents, nos monastères, nos centres de rencontre et cela ne rapporte pas grand chose à l’Église. Je me souviens d’avoir, il y a quinze ans, suggéré d’organiser un séminaire de recyclage sur Economie et Ethique, en demandant une somme qui devait être de l’ordre de dix mille Francs par participant. On m’a ri au nez : « *ce n’est pas la vocation de l’Église* ». Je veux bien. On a laissé passer l’affaire, elle a été organisée par les scientologues d’Alsace !

Au demeurant, je me sens, n’étant pas catholique, très libre de le dire, on peut se demander si la place de Dieu dans l’Europe de demain ne passe pas par une action coordonnée des évangélistes, catholiques et protestants, des charismatiques et de l’Opus Dei.

Que vient faire l’Opus Dei ? Cette œuvre d’Église, fidèle au Pape et au Saint-Siège, a su admirablement analyser les raisons de la crise chrétienne et en a tiré un certain nombre de conséquences. Saint Escriva de Balaguer

n’a d’ailleurs rien inventé. Il a repris les leçons de Saint Ignace de Loyola et il les a appliquées. Saint Ignace avait compris que, pour lutter contre la Réforme, née à l’origine dans un milieu cultivé, bourgeois, voire universitaire, il fallait former une élite solide. Ce fut le rôle des collèges de Jésuites, suivis ensuite par d’autres ordres. Mais, dans les années 1960, la Compagnie de Jésus a renoncé à la plupart de ses collèges pour s’occuper de Centres d’apprentissage.

C’est cette formation d’une élite que reprend l’Opus aujourd’hui. Certes, ce n’est pas le cas en France où on connaît les grandes difficultés de l’Institut catholique ou de la « Catho » d’Angers. C’est le cas en Espagne où l’Université de Navarre qui est une université-phare de l’Opus compte parmi les meilleures d’Espagne. N’oublions pas que le premier Institut de formation à la gestion en Europe est un Institut installé à Barcelone et géré selon les principes de l’Opus.

Par conséquent, cette coopération des charismatiques et de l’Opus Dei, que, me semble-t-il, de vrais catholiques devraient s’abstenir de critiquer systématiquement, peut peut-être conduire à une vraie renaissance chrétienne en Europe. Si l’on veut que Dieu soit toujours vivant dans l’Europe de demain, il faut que les Communautés religieuses sortent du ghetto dans lequel elles se sont laissées enfermer et que se substitue aux groupuscules qui se multiplient une organisation un peu plus large : on peut se demander s’il n’y aurait pas intérêt – je me tourne, bien sûr, vers Monsieur le Président AUMONIER – à relancer quelque chose d’équivalent du CCIF et qui ne connaisse pas les dérives du CCIF car les Semaines des Intellectuels catholiques ont été dans les années 1950 de grands moments et vous n’y étiez point étranger.

L’Église serait ainsi plus présente. J’ai beaucoup, peut-être un peu trop, insisté sur la France. Mais cette situation se retrouve dans toute l’Europe catholique occidentale, à l’exception peut-être de l’Italie où le Pape est plus agissant. Mais vous la retrouvez en Espagne, en Belgique, en Allemagne dont

l'épiscopat a des réactions bien ambiguës, en décalage d'ailleurs avec les comportements des fidèles allemands.

Espérons qu'on veuille bien un jour, tant chez les catholiques que chez les protestants, travailler à une vraie renaissance chrétienne pour que l'Europe chrétienne demeure et prions le Seigneur pour qu'il en soit ainsi.

## ECHANGE DE VUES

### **Le Président :**

Après ce vaste tour d'horizon qui vous a permis de faire plus qu'un bilan, je crois que la situation n'est guère réjouissante.

Nous pouvons mettre à profit le temps qu'il nous reste pour voir comment l'on pourrait, sur les pistes que vous nous donnez, mettre en œuvre de façon pratique, efficace, une action pouvant permettre de ne pas subir.

Est-ce que je peux vous poser une question qui est un peu marginale par rapport à votre exposé mais, cependant, d'actualité ? Vous avez évoqué, parmi les causes, l'islamisme. J'aurais voulu avoir votre sentiment sur le point suivant : Est-ce qu'il y a la place pour un Islam modéré ou pour un Islam occidentalisé, comme certains le disent ou l'espèrent ? Que vous inspirent ces perspectives d'une reconnaissance officielle, institutionnelle, de l'Islam par rapport à cette présence islamique que vous avez évoquée au début de votre exposé ?

### **François-Georges DREYFUS :**

Qu'est-ce que c'est qu'un Islam modéré ? C'est un Islam laïcisé, tel qu'il existe en Turquie. Reconnaissons que ce serait infiniment souhaitable. C'est ce que souhaitait Kemal Atatur K. Or, en Turquie cet Islam modéré ne touche que quinze, au maximum vingt pour cent de la population. Il suffit de voir ce qu'est la vie d'un village turc d'Anatolie pour se rendre compte que nous sommes encore très loin d'un Islam modéré, disons laïcisé dans le bon sens du terme.

Dans le cas de la France, je reprendrai ce qu'a dit un jour un de mes amis, il y a 30 % de musulmans d'origine, disons de jeunes Beurs, qui sont totalement intégrés et qui ont quasiment perdu tout contact avec l'Islam, qui ne suivent même pas toujours le Ramadan et qui, en tout cas, s'ils respectent le Ramadan, ne sont pas gênés pour boire de l'alcool et du vin dans un repas ; il y en a 30 % qui balancent, puis un dernier tiers qui, lui, reste attaché à l'Islam traditionnel et c'est le terrain

qu'essaient de travailler les Islamistes. Or, ces 30 % de musulmans sont pauvres, sans culture et souvent sans travail, concurrencés sur ce plan par des milliers de clandestins trop souvent soutenus dans leurs revendications tant par les gauchistes que par de trop nombreux clercs, catholiques ou protestants.

La voie qu'essaie de suivre le Gouvernement en créant une Institution représentative des Musulmans de France, vous me permettrez de dire qu'elle me paraît dangereuse. À cet égard, je regrette que nos gouvernants n'aient aucune conscience historique. Car le problème s'est posé pour une autre Communauté religieuse, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la communauté juive française est devenue citoyenne de plein exercice en gardant tout une série de traditions qui n'étaient pas du tout conformes aux traditions de la République. Qu'a fait alors l'Empereur Napoléon ? Il a réuni, en 1807, le grand Sanhédrin, c'est-à-dire une assemblée de vingt-six dirigeants laïcs de communautés importantes et de quarante-cinq Rabbins de l'Empire, d'un Empire qui s'étend à l'Est au Piémont et à la rive gauche du Rhin, dans lequel il y a à ce moment-là près d'un million de juifs. Même s'ils sont très peu en France, ils sont relativement nombreux en Allemagne, en Italie. L'Empereur et ses conseillers ont écouté ces personnalités. Puis, Monsieur de PORTALIS, Ministre des Cultes depuis 1804, a fait un catalogue de ces propositions en précisant : ça on peut le garder, ça on ne le garde pas. Il a dit carrément au Sanhédrin ce que vous pouvez garder, vous le gardez, il n'y a aucun problème. Ce que vous ne pouvez pas garder ou bien vous reconnaissez que vous ne pouvez pas le garder et vous êtes des citoyens français de plein exercice, ou bien vous ne le reconnaissez pas et vous ne serez pas des citoyens de plein exercice. Le résultat est que le Sanhédrin à une très large majorité, a approuvé les propositions de PORTALIS, ce qui amène l'Empereur à compléter les articles organiques par un décret impérial de 1808 qui organise un judaïsme français à l'image des

Églises protestantes : un Consistoire central, des Rabbins consistoriaux comme il y a des présidents de Consistoire du côté protestant.

Je dirai qu'aujourd'hui, on réunit tous les responsables de toutes les communautés musulmanes, on leur dit : ça, vous pouvez le conserver – la circoncision, le Ramadan, ça ne gêne personne – ça, pas question : l'excision, par exemple ou l'idée de Djihad ou la polygamie. Si vous l'acceptez, vous serez considérés comme des citoyens français ordinaires, si vous le refusez, vous ne serez que des citoyens de statut musulman, analogues aux électeurs du second collège en Algérie. Il y aurait dès lors une Fédération musulmane reconnue et des communautés musulmanes aux droits précaires. Au fond, il s'agirait d'appliquer simplement, mais *strictement*, le droit religieux turc. Ce qui m'amène d'ailleurs à penser, et je le dis très clairement, qu'il faut, quoi qu'on puisse dire dans nos Églises, totalement transformer la loi de 1905. Il faut qu'il y ait des cultes reconnus, des cultes autorisés et des cultes tolérés avec, dans un certain nombre de cas – cela nous entraînerait très loin – Dès lors, il ne pourrait y avoir d'Islam reconnu que si les Imams sont tous soit citoyens français, soit formés dans une école islamique en France. S'ils sont étrangers, ils n'auraient le droit de prêcher qu'avec l'autorisation du Gouvernement de la République comme c'était le cas avant 1905 et ce l'est toujours dans les articles organiques en Alsace.

#### **Jean-Claude ROQUEPLO :**

Vous avez tout à l'heure fait allusion aux propos du ministre de l'Éducation nationale, Monsieur Luc FERRY. Qu'y a-t-il, selon vous, de positif ou, au contraire, de dangereux dans la démarche qu'il veut amorcer pour un enseignement du « fait religieux à l'école » ?

#### **François-Georges DREYFUS :**

A priori, je vous avoue honnêtement que quand je regarde les programmes de l'enseignement secondaire tels qu'ils existaient dans les années 1950, quand j'étais professeur de lycée, tout y est ! L'histoire du peuple juif, la vie du Christ et le développement du christianisme, l'Islam et

les Croisades, la Réforme et les Guerres de religion. On parlait du Jansénisme parce qu'il est difficile d'aborder le règne de Louis XIV sans parler de Jansénisme. De leur côté, mes collègues littéraires, eux, embrayaient sur Pascal, retrouvant ce Jansénisme en étudiant *Les Provinciales*. Donc, à ce moment-là, il y avait un enseignement du fait religieux.

Aujourd'hui, il n'y a plus rien. Quand vous entendez des commentaires de maîtres d'école primaire ou même du secondaire, disons de collège en tout cas, au musée du Louvre, devant des tableaux religieux du XVII<sup>e</sup> siècle en particulier, c'est assez aberrant.

Aujourd'hui, je pense qu'il est indispensable de rappeler systématiquement l'importance historique du fait religieux, comme avant 1960. Evidemment, dans l'enseignement public il ne faut pas en profiter pour faire de l'évangélisation. On se contente d'expliquer les faits, cela ne va pas plus loin.

Naturellement, dans l'enseignement religieux n'hésitons pas à en profiter pour ajouter à la connaissance un minimum de prosélytisme.

#### **Pierre BOISARD :**

Je voulais dire au Professeur DREYFUS que je reconnais la fougue que j'ai toujours trouvée en lui et qui emporte l'adhésion.

Pourtant, je tempérerai un peu ses propos par l'Espérance, qui est une vertu chrétienne et qui fait que nous pensons que le Christ est vivant et qu'il continue d'assister les chrétiens et l'Église.

Je voudrais aborder avec lui trois problèmes. Le premier concerne l'Islam. Ici même, j'ai interpellé un ministre de la République, Madame CATALA, pour lui demander si elle savait que les pouvoirs publics, de droite et de gauche, favorisaient la polygamie qui n'est pas reconnue, à ce que je sache, par les lois françaises. Elle m'a répondu : *c'est impossible qu'on l'interdise*. Voilà, la première remarque que je voulais faire à propos de l'Islam.

Par contre, je voudrais vous poser deux questions.

La première a trait au Concile. Vous avez dit que, le Concile avait été pour beaucoup dans le désarroi des Catholiques. Peut-être, mais on peut se demander aussi s'il n'était pas révélateur d'une crise qui couvait depuis longtemps et qui rendait nécessaire ce Concile. Je voudrais savoir ce que vous en pensez.

Deuxièmement, vous dites que 90 % des Américains croient en Dieu. C'est vrai, mais on peut se demander si un certain nombre d'entre eux ne se répartissent pas dans une prolifération de sectes ou même de religions qui ressemblent fort à de sectes.

**François-Georges DREYFUS :**

Monsieur BOISARD, je vous remercie fortement de vos questions.

Je vous dis tout de suite que le Conseil d'État a admis que, dans certains cas, la polygamie puisse être reconnue en France. c'est d'ailleurs, à mon avis, un arrêt ridicule et scandaleux, mais il existe ; il y en a un autre d'ailleurs sur le port du tchador sur lequel je préfère ne rien dire non plus.

À propos du Concile, je vais vous renvoyer à une revue que vous connaissez peut-être, qui s'appelle la NEF. Le dernier numéro de la NEF est consacré au problème conciliaire.

Quand on lit un certain nombre de textes, on commence à se poser de nombreux problèmes sur la situation à l'intérieur même de l'Église. Il est vrai, qu'il y avait des problèmes. C'est vrai qu'il y avait besoin d'un *aggiornamento*, ce à quoi s'opposait fermement une bonne partie de la Curie. Tout cela, c'est incontestable. Mais il y a les textes du Concile et il y a la manière dont on les a appliqués. Les dérives ne sont pas imputables au Concile mais à la manière dont il a été appliqué dans l'Église ! Et quelquefois même un Pape, Paul VI, a trahi le Concile.

Un grand problème dans l'Église, aujourd'hui, c'est le problème de la liturgie.

Si vous regardez le décret sur la liturgie c'est un habile mélange de la tradition de Saint PIE V et d'un renouveau incontestable mais qui souligne l'importance et du latin et du grégorien. « De quoi ? de quoi ? », disent un certain nombre de clercs qui arrivent à obtenir du Pape PAUL VI un décret sur la liturgie qui, lui, est en contradiction – c'est le Pape, c'est lui qui décide, en définitive – avec ce que dit le Concile.

Et si j'en crois le témoignage de Jean GUITTON, donné publiquement à Radio Courtoisie, le but recherché par le Saint-Père a été de favoriser une liturgie qui puisse rapprocher la liturgie calviniste. D'ailleurs Jean GUITTON disait « la liturgie protestante » ce à quoi j'ai dit "non". En effet, il s'agissait de la liturgie réformée, celle que connaît Paul VI, parce que c'est celle des Vaudois, qui n'a rien à voir avec la liturgie luthérienne. Si Monseigneur MONTINI avait été en Scandinavie, il se serait aperçu que la liturgie luthérienne, bien sûr, ce n'est pas la liturgie catholique, mais elle n'en est pas éloignée. Soyons honnêtes, le Catholique moyen, dans aucun pays d'Europe, n'a dû lire in extenso les décrets conciliaires.

Il y a eu une véritable révolution après le Concile. Ce n'est pas le Concile qu'on peut mettre en cause. Je l'ai dit, je suis tout à fait favorable aux décrets conciliaires, ce que je mets en cause, c'est la manière dont le Concile est respecté et appliqué par les évêques, en tout cas en Europe. J'en voudrais pour preuve la manière dont les évêques, aujourd'hui, appliquent un *motu proprio* du Saint-Siège sur une certaine forme de liturgie. Je ne voudrais pas insister parce que je serais peut-être assez sévère sur un certain nombre de diocèses de France.

Voilà ce que je peux répondre pour le Concile.

Pour les Américains, c'est vrai, ce que vous dites. Mais, ne l'oublions quand même pas, sur le nombre de sectaires, les Américains ont des statistiques très précises puisque, vous le savez comme moi, ce que vous donnez à l'Église, si vous le déclarez, vous ne payez

pas d'impôt dessus. Donc on sait très bien qui paye et pour quoi. Or, les sectes ne représentent que dix millions d'Américains, dix millions de familles, de foyers fiscaux. Cela fait vingt millions de personnes ou trente, sur une population de deux cents cinquante millions habitants, cela fait moins de 20 % de la population.

**André AUMONIER :**

Je voudrais poser une question concernant la place de Dieu en Europe dans des institutions européennes et notamment la Constitution européenne.

Il y a à l'heure actuelle un débat parmi les catholiques, peut-être aussi chez les protestants, pour savoir, si nous devons, ou non, demander - notamment au Président Giscard d'Estaing - d'introduire dans la Constitution européenne, soit Dieu, *expressis verbis*, soit les valeurs chrétiennes.

Pour avancer une réponse, il y a deux écoles, parmi les Chrétiens. La première tient compte de la sociologie de nos pays. En France, on vit la laïcité, et nous, catholiques, n'avons pas à avoir une autre attitude au niveau de l'Europe. Une autre école, qui est plus allemande ou polonaise que française : si nous croyons en Dieu il faut mettre Dieu dans la Constitution.

J'aimerais savoir comment vous jugez l'opportunité de la présence dans la Constitution de Dieu lui-même ou seulement de valeurs chrétiennes ?

**François-Georges DREYFUS :**

Je vous répondrai un peu comme son Excellence Monseigneur l'évêque d'Autun dans les États-Généraux, en août 1789. « Ne parlons pas de Dieu, mais parlons de l'Être suprême » et n'oubliez pas que la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen s'ouvre en présence de l'Être-suprême.

Je ne vous cache pas que je trouve la position française d'une hypocrisie invraisemblable. C'est vrai que, dans la tradition française, parler de Dieu en lui-même dans une Constitution, cela ne paraît pas pensable. Je vous étonne peut-être en vous le disant de

cette manière, mais je crois que là vraiment, on choquerait une partie de la population française. Mais si l'on parle de l'héritage chrétien ou judéo-chrétien à ce moment-là, moi, cela ne me gêne pas du tout. Je ne souhaiterais pas que l'on parle de christianisme social parce que ce serait une petite branche seulement du christianisme, je dirais l'héritage judéo-chrétien c'est celui de tous les États européens depuis la Finlande ou le nord de la Suède jusqu'à Malte. Je trouve que ce devrait être dit carrément dans le texte. C'est le parti socialiste qui y était hostile. Permettez-moi de vous rappeler que depuis quelques semaines le parti socialiste a perdu la majorité à l'Assemblée nationale.

Ces problèmes se sont posés, il y a cinquante ans, sous une autre forme, et une majorité un peu analogue à celle que nous connaissons aujourd'hui avait voté les lois MARIE-BARANGÉ. On peut penser beaucoup de choses des lois MARIE-BARANGÉ, mais elles étaient beaucoup plus importantes à mon avis, beaucoup moins nocives que la loi DEBRÉ.

**Henri LAFONT :**

Voici deux questions, Monsieur le Professeur ; l'une est assez ponctuelle, l'autre plus générale.

La première, que personne ici ne s'étonnera de me voir vous la poser : je vous ai entendu dire que vous aviez découvert qu'il existait dans la Torah un rejet de l'avortement et de l'homosexualité. Nous entendons ou lisons périodiquement des discours de personnalités, juives ou protestantes, disant : l'avortement, il n'en est pas question dans la Bible, j'ai lu cela encore tout récemment.

**François-Georges DREYFUS :**

Je vous donne la référence : la prohibition formelle de l'avortement est un commandement biblique, *Exode, 23, 26*.

Pour l'homosexualité, il y a plusieurs références (*Lévitique, 18,22 et 20, 13*) et elle est punie de mort (*Lévitique, 20, 13*). Je les connais car j'ai interdit, quand j'étais adjoint au Maire de Strasbourg, une exposition sur

l'homosexualité à la bibliothèque municipale, je me suis fait traiter de tous les noms par quelqu'un qui disait que, quand on était d'origine juive, on ne peut pas empêcher cela. Je lui dis : « justement, je suis d'origine juive, même si je suis devenu chrétien, et si je suis baptisé, et l'homosexualité est condamnée dans le *Lévitique*.

**Henri LAFONT :**

Ma deuxième question a un tout autre site. Des relations ont eu lieu entre l'Église catholique et des Églises luthériennes qui ont abouti à une sorte d'accord sur la justification. A Augsbourg, si j'ai bonne mémoire. Pensez-vous que ce genre d'accord, dont beaucoup de catholiques n'ont pas très bien compris la portée, peut avoir une répercussion sur un certain renouvellement de la présence de Dieu dans l'Europe par une réconciliation entre des Églises qui, jusqu'à présent, s'écoutent mal ?

**François-Georges DREYFUS :**

Soyons très honnêtes. Cet accord d'Augsbourg de 1999 est un texte tout à fait important, mais s'il a été reconnu par la Fédération luthérienne mondiale, je ne suis pas sûr qu'il fasse l'unanimité de tous les théologiens, de tous les pasteurs et toutes les paroisses luthériennes en Scandinavie, en Allemagne, en France ou aux Etats-Unis. Un bon nombre de mes collègues enseignant la dogmatique luthérienne l'approuvent et un nombre non moins négligeable, presque analogue, le rejettent.

En fait, vous avez là le problème, que vous connaissez dans l'Église catholique. Dans les deux tendances du protestantisme français, luthérien ou réformé, il y a celui qui reste trinitarien et qui est assez favorable à des accords de ce genre, ce qui pourrait conduire d'une certaine manière à un renforcement encore plus grand des liens entre nos Églises et il y a ceux qui, à l'intérieur de nos Églises, le rejettent. Il faut que nous en soyons conscients !

Après tout, c'est dans le domaine public, car il y avait des représentants de l'Église catholique. Il y a quelques semaines, j'ai assisté au culte de rentrée de la Faculté de

théologie protestante de Paris. Au cours de ce culte il y avait naturellement dans la liturgie une confession de Foi ; seulement, elle n'était pas trinitaire, ce qui pose quand même problème. Je n'insisterai pas. Ceux qui me connaissent savent que j'ai poussé un « coup de gueule », je le dis comme ça mais comme le Général ROQUEPLO est un militaire, il acceptera le terme, et cela a fait quand même un peu de bruit dans le Landerneau protestant. C'est vrai que cette tendance existe et, par conséquent, cela ne facilite pas les choses.

D'un côté vous avez des réformés ou des luthériens, la Faculté réformée d'Aix a condamné officiellement l'avortement, a officiellement condamné l'homosexualité. Sur l'homosexualité, dans le "Courrier des lecteurs" des *Réformes* sorti aujourd'hui, il y a une lettre d'un pasteur qui trouve qu'en effet, mettre en place tout ce que l'on fait actuellement dans nos Églises sur l'homosexualité c'est quand même pousser très loin les choses.

**Gabriel BLANCHER :**

Il est bien certain que, malgré les difficultés, il faut mener une action aussi énergique que possible pour rétablir, si on le peut la place de Dieu dans l'Europe de demain, par tous les moyens indiqués. Mais cette action sera difficile puisqu'il s'agit d'une société laïque, admettant toutes les religions, admettant également l'absence de religion.

Ne pourrait-on pas mener parallèlement une autre action, qui se baserait sur l'héritage de la tradition chrétienne ? Vous avez fait remarquer, très justement, que les Droits de l'Homme sont manifestement d'origine chrétienne. Par une défense rigoureuse des Droits de l'Homme et en s'appuyant sur eux, ne pourrait-on pas mener également une action utile ?

Je donne un exemple : dans les Droits de l'Homme, l'un des premiers droits est le droit à la vie et d'ailleurs, dans la Convention internationale des Droits de l'Enfant, « le droit à la vie » est inscrit en toutes lettres et s'oppose à l'avortement. Vous savez que le Gouvernement français n'a pu ratifier cette

Convention qu'en y mettant une réserve concernant ce point.

Ainsi, une défense très rigoureuse et très ferme des Droits de l'Homme peut aboutir dans certains cas à rétablir la place de Dieu, du moins la place des principes d'origine chrétienne. Voilà la suggestion que je voulais formuler et je serais heureux de connaître votre point de vue à ce sujet.

**François-Georges DREYFUS :**

Un, je vous remercie d'avoir posé la question. Deux, je suis tout à fait d'accord avec votre suggestion, à une condition c'est que ceux qui ont autorité dans nos Églises, la vôtre comme la mienne, n'hésitent pas à rappeler toujours que les droits de l'homme, dans leur fondement même, sont d'origine chrétienne ou, disons, judéo-chrétienne, incontestablement ! Encore faut-il le dire !

Vous avouerez-je qu'en 1989, le district du Rotary d'Alsace-Lorraine m'a demandé de parler des Droits de l'Homme ? Quand j'ai parlé des origines chrétiennes des Droits de l'Homme, il y a des tas de gens, qui n'étaient pas contre !, mais qui ont dit « vous êtes sûr ? » Oui, je suis sûr ! devant les textes bibliques qu'ils ne connaissaient pas, bien sûr, ils ont été sidérés ! ils étaient d'ailleurs tout à fait d'accord ! Cela ne les choquaient pas ! Encore fallait-il le dire et ce que je voudrais simplement souligner c'est que là-dessus, nos Présidents d'Église d'un côté, vos Évêques de l'autre sont plutôt silencieux. Heureusement, il y a le Pape qui, lui le dit, ne cesse de le dire ! Mais il n'est pas toujours écouté ou il est peut-être écouté mais cela ne va pas plus loin.

**Marie-Joëlle GUILLAUME :**

Si vous le permettez, j'aimerais revenir sur la question du Concile. J'ai beaucoup apprécié l'ensemble de votre exposé, mais je ne partage pas votre sévérité sur ce point. Comme vous l'avez très bien dit, c'est l'application du Concile qui a posé un problème, non ses textes eux-mêmes. Vous avez aussi, à un autre moment, fait allusion à Mai 68. Or je crois qu'il faut relier les deux événements. C'est Mai 68 qui a tout

bouleversé. Dans la mesure où c'était une remise en cause radicale des institutions et de toute autorité, l'Église était atteinte de plein fouet. Il me semble que si nous minimisons l'impact de Mai 68, trois ans après la clôture du Concile, sur les attitudes de cette année-là, nous sommes forcément injustes. Et de même, je crois, pour la liturgie. Le pape Paul VI, comme l'ensemble du Concile, souhaitait une liturgie mieux comprise des fidèles et plus proche d'eux. Les invraisemblables fantaisies liturgiques de la fin des années soixante et des années soixante-dix ont été, me semble-t-il, le fruit désastreux de la contestation généralisée et de la « créativité » soixante-huitarde.

**François-Georges DREYFUS :**

Mai 1968 a eu incontestablement une influence considérable sur l'évolution du catholicisme européen (et du protestantisme aussi, cela va sans dire). L'Église de France est particulièrement touchée et la crise y sera aggravée par les ambiguïtés du comportement de très nombreux évêques. Malgré *Humanae Vitae*, il faudra plus de deux ans au Cardinal MARTY pour mettre en garde contre les assertions du Père RIBES s.j. sur l'avortement, publiées dans *Etudes*. Du reste, entre 1968 et 1975 plus de 20 % des prêtres défroquent<sup>2</sup>. C'est l'air du temps qui explique que le nombre de divorces passent de 38 900 en 1970 à plus de 120 000 aujourd'hui. (Notons qu'en Italie et en Espagne le taux de « divortialité » est presque analogue au taux français, 0,5 pour 1000 habitants en 1975 ; alors qu'il était impossible de divorcer dans ces deux Etats en 1960...)

Mais soyons conscients que le Concile a par lui-même joué un rôle. Il suffit de se reporter à Philippe LEVILLAIN, *la Mécanique politique de Vatican II*. Face aux théologiens et prêtres « engagés » derrière le Père CONGAR s'opposent, dès 1961, nombre de fidèles effarés par les déclarations de tel ou

---

<sup>2</sup> Selon J. SUTTER, *La vie religieuse des Français à travers les sondages d'opinion (1944-1976)*, (CNRS, 1984), la pratique religieuse a évolué comme suit. En 1952, 33 % des Catholiques vont à la messe, ils ne sont plus que 27 en 1962, 23 en 1966, 20 en 1970 et 19 en 1973 ; *La Vie Catholique* est lue par 12 % des Français en 1952, 10 % en 1963, 5 % en 1967, 5 % 1976.

tel, par exemple sur le mariage des prêtres, l'ordination de femmes à la prêtrise, le renforcement de la place des laïcs dans la vie ecclésiastique. Toute une série d'ouvrages de théologiens protestants libéraux (BULTMANN, TILLICH) sont publiés, avec louanges, par de grands éditeurs catholiques, bien avant 1968 !

Il ne faut pas minimiser 1968 dont les conséquences ont été dramatiques et perdurent, mais 1968 n'est pas né tout seul. La montée des idées de 1968 dans le monde est d'abord politique et idéologique : elles apparaissent vers 1964 aux Etats-Unis et 1965

/ 1966 en Europe. Elles ont touché l'Eglise à ce moment, mais un mouvement idéologique critique se développe depuis plus longtemps chez les théologiens. Quant aux fantaisies liturgiques, elles ont été facilitées par le décret de Paul VI amendant fortement le décret conciliaire.

**Le Président :**

Je crois que l'intensité de l'attention de l'auditoire et des applaudissements qui ont suivi votre intervention suffisent pour démontrer l'intérêt que nous avons pu porter à ce que vous nous avez dit. Nous tâcherons d'en garder la mémoire et de le méditer.